

Austérité : politique de rigueur

Austérité : Politique de rigueur, Wikipédia, consulté 2 mars 2015

Une politique de rigueur est une politique économique qui prône la hausse de la fiscalité et la baisse des dépenses publiques dans le but de réduire le déficit.

La mise en pratique d'une politique de rigueur peut passer par plusieurs canaux : politique budgétaire, politique fiscale, politique monétaire.

Néolibéralisme

Jacques Daoust veut laisser s'exprimer «la force des marchés», Le Devoir,
2 mars 2015, Jocelyne Richer

«Dans la jungle souvent impitoyable du monde des affaires, ce n'est pas le rôle du gouvernement de déterminer qui sortira gagnant ou perdant, selon Jacques Daoust. Le ministre de l'Économie veut tourner le dos au capitalisme d'État. Québec devrait par conséquent moins intervenir dans l'économie pour laisser davantage agir les forces du marché, a plaidé le ministre Daoust, lors d'une récente entrevue téléphonique à La Presse canadienne portant sur les grandes orientations qui guident son action.

«Par « capitalisme d'État », le ministre entend un gouvernement dont l'approche consisterait, par exemple, à créer un programme de soutien aux entreprises auquel les entreprises devraient s'adapter, sous peine d'en être exclues. Tandis que le modèle qu'il revendique consisterait plutôt à créer un programme qui sait s'adapter aux besoins et aux réalités des entreprises.

M. Daoust dit aussi privilégier l'aide directe aux entreprises, notamment par des participations sous forme d'actionnariat, au lieu par exemple de financer des organismes chargés d'aider les entreprises.»»

Sur l'interprétation fallacieuse des données

L'idéologie de l'austérité, Ianik Marcil, économiste indépendant, journal L'Itinéraire du 15 novembre 2014.

Le déficit annoncé dans le dernier budget Leitaó n'est de 2,35 milliards de dollars comme le prétend le ministre, mais bien d'à peine un peu plus d'un milliard, puisque le premier chiffre inclut les sommes versées au Fonds des générations, destiné à rembourser la dette. Ce milliard de dollars représente précisément 1,08% des dépenses totales du gouvernement.

- Si on ramène le montant, toutes proportions gardées, à un budget familial de 50 000\$ après impôts, ce déficit représente un montant de 538\$ dollars par année. Est-ce que cette dette annuelle justifie toutes les coupures décidées et annoncées?
- N'oublions pas, par ailleurs, que cette très petite dette permet au peuple québécois de financer des services publics de qualité, permettant au plus grand nombre d'accéder à de meilleures conditions de vie.

Aussi, le gouvernement du Québec nous répète ad nauseam que notre système de santé coûte une fortune. Peut-être. Mais si on compare ses coûts à ceux des autres provinces canadiennes, on découvre que (Selon l'Institut canadien d'information sur la santé) :

- Le Québec a les coûts de santé les plus bas au pays!
- Une moyenne de 3338\$ par habitant au Québec, comparativement à 3790\$ au Canada en moyenne, et à 5045\$ en Alberta.

Le sexisme latent de l'austérité, Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec

Apparu dans les années 70, idéologie à l'origine de la mondialisation des marchés.

Un des objectifs du néolibéralisme est de changer la vocation de l'État, d'un État au service du bien commun en un État au service de l'entreprise privée. L'austérité est ainsi un des outils du néolibéralisme. Ses autres outils comprennent la déréglementation des marchés et de l'environnement, la privatisation des services publics et les coupes dans le filet social.

Portrait statistiques des femmes

D'égle à égal?: Un portrait statistique des femmes et des hommes, Québec

-Au Québec en 2005, la population est composée de près de 4 millions de femmes et de presque autant d'hommes

- Plus l'âge est élevé, plus la proportion de femmes augmente
 - Parmi les personnes de 85 ans plus, 7/10 sont des femmes

-Toujours en 2005, les femmes sont majoritaires dans l'industrie des services

- Elles représentent 55% des employées de services
- Certains secteurs de services traditionnellement masculins pèsent sur la moyenne :
 - le transport et l'entreposage ne comptent que 24% de femmes.

-Malgré une féminisation importante du marché du travail, la ségrégation professionnelle est toujours présente.

- Une mise à jour des indices de ségrégation professionnelle faite par le Secrétariat à la condition féminine en 2001 montrait une baisse de 7 point de pourcentage sur 30 ans.
 - 52.2% (2001) contre 59.1% (en 1970).

-Inégalités importantes subsistent entre les femmes et les hommes, quelle que soit la comparaison établie, et ce, même dans les cas où les comparaisons se fondent sur des caractéristiques très similaires des hommes et des femmes.

-6 femmes / 10 gagnent moins de 20 000\$ par année.

-En 2005, les Québécoises gagnent en moyenne 67% du revenu de salaire des hommes.

-Inégalités importantes subsistent entre les femmes et les hommes, quelle que soit la comparaison établie, et ce, même dans les cas où les comparaisons se fondent sur des caractéristiques très similaires des hommes et des femmes.

-Au Québec en 2005, 53% des employées temporaires sont des femmes.

-Un peu plus d'un emploi sur 5 est à temps partiel, soit 22.1%.

- Les femmes occupent plus du 2 tiers des emplois à temps partiel.

-Bien que le travail atypique ne représente que 37% de tous les emplois disponibles, (travail autonome, temporaire ou à temps partiel), 40% de toutes les femmes sur le marché du travail occupent ce genre d'emploi.

-Le nombre annuel d'heures d'absence cumulées pour des obligations personnelles ou familiales, est près de six fois plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

-Les femmes s'absentent plus aussi pour maladie.

-Les hommes ont par ailleurs plus de vacances.

- Une progression importante est observée entre 1976 et 2004 au sujet de l'employabilité des mères avec des enfants de moins de 3 ans.
 - Cette situation est notamment attribuable à l'instauration, en 1997, de l'instauration de services de garde éducatifs à la petite enfance à contribution réduite.
- 34 femmes députées / 125 sièges à l'Assemblée nationale à, élection 2014.
- 8 femmes ministres / 28 ministres à l'Assemblée nationale, élection 2014.
- les femmes occupent 38% des postes de haute direction dans la fonction publique québécoise en 2005.
- les femmes occupent 31% des postes de gestionnaires, en 2005.
- Les femmes occupent environ 15 % des sièges autour des tables des CA des 50 plus grandes sociétés québécoises cotées en Bourse. Plus du quart de celles-ci ne comptent aucune femme.

Pour la parité dans les lieux de pouvoir, Le Devoir, 20 avril 2013, Marco Bélair-Cirino

Un portrait de la violence faite aux femmes

D'égale à égal? : Un portrait statistique des femmes et des hommes, Québec. Ce que nous savons de la violence faite aux femmes, F. Bourgault et D. Matte pour le Comité des 12 jours.

- Seulement trois crimes de violence sur 10 sont rapportés à la police et sont donc visibles dans les statistiques officielles
- Selon ces statistiques partielles, une femme sur trois est victime de violence
- 4 déclarations sur 5 sont faites par des femmes

Le travail invisible des femmes : une force économique

Lignes de com Femmes et Austérité, Valérie G. Létourneau pour L'R, 2015.

Le sexisme latent de l'austérité, Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec

Division sexuelle du travail persiste

Dévalorisation du travail des femmes dans l'économie :

- L'exploitation du travail gratuit des femmes soutient aussi l'économie dans laquelle on vit.

Quand l'état se désinvestit des travaux traditionnellement féminins,

- les femmes sont soit pauvres, en quittant leur emploi ou en diminuant le nombre d'heures travaillées
- soit épuisées, parce qu'elles travaillent à temps plein en même temps qu'elles assument une plus grande part de travail
- soit les deux : pauvres et épuisées.

Les familles aisées auront recours aux aides domestiques, les familles pauvres se reposeront sur le travail gratuit des femmes de la famille.

Changements majeurs au Québec pour l'égalité femmes-hommes

- Assurance maladie universelle
- Réseau scolaire mixte, public et “relativement” accessible
- Régie des rentes du Québec
- Pension de la Sécurité de la vieillesse
- Supplément de revenu garanti
- Aide sociale
- Services sociaux
- Allocations familiales universelles
- Fonction publique professionnelle
- CPE

Relations services sociaux et travail invisible

- Les femmes ont pris leur place sur le marché du travail
- Bien que les hommes aient commencé à prendre une part des responsabilités et tâches familiales, les femmes demeurent les principales travailleuses domestiques
- Le milieu du travail ne s'est pas adapté tellement à leurs besoins de conciliations entre les travaux rémunérés et les travaux gratuits
- Les services sociaux sont un soutien nécessaires à cet équilibre précaire
- Les mesures d'austérité, qui hachent les services publics, menacent cet équilibre déjà fragile.
- Lorsque l'État abolit ses services sociaux, il renvoie la charge de ses services dans la communauté, donc sur les femmes.
- Ce n'est pas parce que l'État se désengage de l'offre de services sociaux que la population en a moins besoin.

Des économistes féministes ont rapporté un retour marqué vers des rôles plus traditionnels, en Europe, des suites de la mise en oeuvre de politiques d'austérité (Sguino, Stephanie, Elissa Braunstein et Anit N. Mukherjee, 2014).

Impacts de l'austérité observés dans les centres de femmes

- Petits déjeuners, soupes collectives et autres repas offerts ont doublé en fréquentation dans plusieurs régions du Québec

Ø Lanaudière, Montréal-Laval, Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, Capitale-Nationale, SLSJ

- Certains organismes de soutien alimentaire ferment, demandent aux centres de diminuer leurs demandes ou resserrent les critères d'attribution d'aide alimentaire

Ø Lanaudière, Montréal-Laval et Capitale-Nationale

- Des femmes qui ne fréquentaient pas les centres de femmes ont commencé à en utiliser les services pour raison de perte d'emploi;

Ø Montréal-Laval, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

- Augmentation de la fréquentation de 15% depuis septembre 2014.

Ø Saguenay – Lac-St-Jean

- Les centres de femmes témoignent aussi d'une augmentation de problèmes liés à l'endettement et à la gestion du budget familial. Les femmes demandent plus d'aide financière.

Ø Abitibi-Témiscamingue, Montréal-Laval

- Les centres de femmes témoignent d'une augmentation du nombre de coupures d'hydroélectricité. Les débranchements sont plus nombreux.

Ø Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Montréal-Laval

- Les femmes témoignent d'une augmentation de leur difficulté à obtenir des soins de santé.

Ø Laurentides, Montréal-Laval

- La peur de ce qui s'en vient a aussi un impact sur les femmes qui fréquentent les centres. Les femmes se sentent prises au piège et ont peur de l'avenir. Ceci a des impacts notamment sur la santé mentale des femmes qui fréquentent les centres.
- Certaines femmes qui souhaitaient quitter des relations conjugales violentes choisissent de ne pas le faire, à cause de la précarité.
- Les centres témoignent d'une diminution de la place des femmes en matière de développement régional, en matière de participation active au processus décisionnel régional,
 - des suites de l'abolition des CRÉ et des CLD,
 - Perte de financement des tables régionales de groupes de femmes,
 - fermeture ou diminution d'ouverture de plusieurs groupes sur le terrain
 - R régionaux- Mauricie et Centre du Québec, Mtl-Laval

- Les gouvernement scrap le filet le social sur le dos des femmes et des groupes communautaires
 - Dumping de l'institutionnel vers les centres de femmes
 - Dumping des autres groupes qui ferment leurs portes ou qui ont été coupés vers les centres de femmes, notamment les ressources d'intervention en déficience intellectuelle qui commencent à référer les femmes vers les centres, dans une perspective d'autonomisation
 - R régionaux - Mauricie et Centre du Québec, SLSJ, Mtl-Laval, BSL
- Baisse de natalité?
 - Modulation des tarifs des services de garde, RQAP, précarité, perte d'emploi au féminin.
 - R régional - SLSJ

Recul des femmes dans les espaces décisionnels en région

Mémoire conjoint Réseau des tables et FFQ : PL28

Les tables de groupes de femmes considèrent que les modifications apportées à la gouvernance municipale et régionale, via le projet de loi 28, apportent de sérieuses atteintes à l'atteinte de l'égalité des femmes en matière de gouvernance.

Il est prévu de remettre le pouvoir du développement régional aux Municipalités régionales de comtés (MRC) ce qui aura pour conséquence inévitable d'écarter les femmes des prises de décisions collectives qui les concernent.

Les conseils de MRC sont composés exclusivement de maires et de mairesses, la proportion de mairesses au Québec est de 17,3%, sur les 104 préfets au Québec, seulement 20 sont des femmes : sous-représentation des femmes.

Les MRC n'ont pas l'expertise ni le mandat de travailler à l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les régions.

19 ententes régionales en matière d'égalité pour les femmes qui sont reléguées au néant.

Dans les régions, et encore plus dans les régions dites ressources, la ségrégation professionnelles des emplois fait que les femmes sont concentrées dans les secteurs publics, parapublics et gouvernementaux.

Ce sont justement ces emplois qui disparaissent en région, ceux que les femmes occupent.

- Centre locaux de développement
- Conférences régionales des élues
- Directions régionales des ministères
- Agences de santé
- Commissions scolaires
- Carrefours jeunesse emploi

Déstructuration régionale au moment où le plan d'action en matière d'égalité entre les hommes et les femmes prend fin (en 2015).

- 3 millions de \$ aux femmes, dans les régions, pour le développement de partenariats et le développement de projets structurants en région pour l'atteinte de l'égalité

- Sans nouvelle du secrétariat sur la reconduction de ces argents

- L'argent doit continuer à aller en région, d'autant plus que les pouvoirs politiques sont désormais dévolus aux MRC sans aucune forme de considération pour la représentation des femmes au pouvoir.

- Le Réseau des tables de groupes de femmes du Québec revendique que les tables régionales soient reconnues comme les interlocutrices des MRC en matière d'égalité hommes-femmes, qu'elles soient les gestionnaires des argents en matière d'égalité hommes-femmes.

Coupures

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et L'R.

- l'aide sociale;
- le transport adapté et repas des personnes handicapées;
- la protection de la jeunesse;
- les services aux enfants souffrant de déficience intellectuelle et de troubles envahissant du développement;
- la santé mentale;
- la santé publique;
- les compressions et la réorganisation monstre dans la santé et les services sociaux (projet de loi 10) qui menacent ces services essentiels à la population.
- les soins aux personnes âgées;
- le développement des communautés et développement régional;
- la protection de la faune;
- les cégeps et universités;
- les CPE et les services de garde;
- les commissions scolaires;
- CSF;
- programme Chapeau les filles;
- À Égalité pour décider?

Hausses de tarifs

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et L'R.

- taxe santé,
 - CPE et services de garde,
 - facture d'Hydro-Québec;
 - l'attaque appauvrissante des caisses de retraite des employés municipaux (adoption du projet de loi 3)
 - augmentation de 20% du panier d'épicerie en 2 ans
- 20% plus cher en deux ans, Patricia Rainville, Le Quotidien, 2 mars 2015.

Le mythe de l'égalité atteinte

Quand l'antiféminisme cible les féministes, L'R et S.A.C - UQAM, p. 9.

Antiféminisme : contre-mouvement social qui s'oppose au féminisme et qui cherche à ralentir, arrêter ou faire reculer l'avancée des femmes vers l'égalité et la liberté face aux hommes.

- Il existe plusieurs antiféminismes, comme il existe plusieurs féminismes
 - antiféminisme ordinaire : qui se contente souvent de ressasser les stéréotypes dénigrants à l'égard des femmes
 - antiféminisme conservateur et religieux qui appellent à la préservation d'un ordre social, fondé sur des valeurs supérieures supposément menacées par les féministes
 - le masculinisme, qui affirme que les féministes et les femmes dominent la société dans laquelle les hommes sont efféminés et n'ont plus de rôle significatif à jouer.
 - le postféminisme, l'attitude qui consiste à prétendre que le féminisme n'est plus nécessaire, puisque l'égalité entre les sexes est atteinte.

Le patriarcat

Ce que nous savons de la violence faite aux femmes, F. Bourgault pour L'R et D. Matte pour le Comité des 12 jours.

-Un système de domination qui repose sur des inégalités, de l'exploitation des privilèges, des discriminations, des valeurs, des normes, des lois, des religions et de la socialisation.

-Basé sur la croyance selon laquelle il existerait une infériorité naturelle des femmes

-Cette croyance justifie la hiérarchisation des rôles assignés aux hommes et aux femmes dans nos sociétés.

- Un ordre de domination (social, économique et politique) du masculin sur le féminin.

Le rôle des religions n'est pas à négliger : les croyances d'infériorisation des femmes trouvent souvent leur origine dans les grandes religions du monde.

-Les personnes très croyantes légitiment la violence faite aux femmes sur la base de mythes.

La mondialisation capitaliste néolibérale s'appuie sur la division sexuelle du travail, le travail invisible des femmes (sur le racisme et le colonialisme aussi).

-Les inégalités sociales créent des occasions de violence et permettent l'enrichissement des personnes en situation de pouvoir.

La socialisation sexiste

-La socialisation différenciée des garçons et des filles, toujours présente dans notre société, favorise des rapports inégalitaires.

- Le garçons et les filles recevront des messages différents : des consignes, de renforcement, des contraintes, des punitions, qui leur apprendront à correspondre le plus possible aux attentes de la société.

- Garçons : être forts, autonomes, curieux, aventuriers, portés vers les sciences et la construction. Bleu.

- Filles : être délicates, douces, tranquilles, plaire aux autres, se dévouer, se sentir responsables du bonheur d'autrui, obéir, portées vers les soins, l'esthétique, les arts. Rose.

La violence faites aux femmes

- La violence contre les femmes est la manifestation de rapports de force historiquement inégaux entre les femmes et les hommes qui ont abouti à la domination exercée par les hommes sur les femmes et à la discrimination à leur égard, empêché leur pleine promotion.
- La violence contre les femmes est le mécanisme fondamental et extrême qui contraint les femmes à une position de subordination par rapport aux hommes (Comité canadien sur la violence faite aux femmes).
- La violence envers les femmes est un moyen de contrôle utilisé dans le cadre rapports de force historiquement inégaux des hommes comme groupe social sur les femmes.

Les solutions collectives

-Passer du je au nous

- Mobilisons-nous nous-mêmes
- Allons vers la grève sociale et profitons-en pour mobiliser les femmes avec qui nous travaillons
 - R régional - Mauricie - Centre du Québec

-Utiliser les moyens de lutte à notre disposition

- On ne peut pas tout faire,
- faisons ce qu'on peut
- et ménageons notre santé mentale

-La Marche mondiale des femmes est lancée dimanche!

-Une coalition mobilisée : la Coalition Main rouge

- Plus de 80 actions partout au Québec la semaine dernière

-Un Collectif incluant tous les secteurs de la société civile est mobilisé aussi : Le Collectif Refusons l'austérité

Les solutions fiscales

-10 milliards de solutions

<http://nonauxhausses.org/wp-content/uploads/TableauSolutionsFiscales2015.pdf>

Politiques universelles

Louise Boivin (2007):

Lorsqu'il est question de droits, il est question de l'État, de politiques sociales, de mesures gouvernementales pour en assurer le respect et l'exercice. Pour garantir l'égalité des femmes en emploi, des politiques et des services publics d'application universaliste sont nécessaires : services de garde à prix abordable, assurance parentale, congés parentaux, services sociaux pour les personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes en perte d'autonomie. Ces services sont essentiels pour libérer les femmes qui ont été historiquement les principales responsables des soins dans la sphère domestique.

- La restructuration (mondialisée) du système de la production économique implique notamment un désengagement progressif de l'État de ce type de responsabilités sociales
- Coupes dans les dépenses publiques, report de responsabilités aux niveaux local, régional, municipal, voir individuel
- Privatisation de l'offre de certains services

- Ces initiatives atteignent principalement des femmes puisqu'elles assument encore la plus grande part de ces services à l'intérieur de la famille,
- Parce que les emplois salariés du secteur public qui subissent des coupes sont tenus majoritairement par les des femmes
- Parce que ceux qui sont créés dans le secteur privé – sous-payés et précaires – sont le plus souvent “réservés” à des femmes.

-Est-ce que la réponse de l'Islande pourrait nous inspirer sur le plan de la gouvernance?

-Est-ce que la réponse de la Grèce pourrait être le début de la recherche véritable d'une solution politique?

- *L'Austérité, ça ne marche pas!* Lise Payette, Le Devoir, 30 janvier 2015.